



**Discours prononcé par Tiff Macklem
premier sous-gouverneur de la Banque
du Canada
devant Productivity Alberta
Edmonton (Alberta)
le 1^{er} février 2011**

LE TEXTE PRONONCÉ FAIT FOI

L’impératif de compétitivité du Canada : investir dans les gains de productivité

Introduction

Je suis honoré d’inaugurer la série de déjeuners-causeries de Productivity Alberta. En plus d’offrir des occasions comme celle d’aujourd’hui de nouer des liens, d’apprendre et de discuter, Productivity Alberta fournit un leadership et une vision – de même que des outils pratiques et des ressources – en vue d’aider les entreprises et l’industrie à améliorer leur compétitivité.

Les atouts du Canada ont été très apparents tout au long de la crise financière. Ils nous ont protégés du pire de la tempête et ont permis au pays de se placer dans le peloton de tête au sortir de la récession. De fait, l’image de marque que projette le Canada sur la scène internationale en raison de sa solide gestion économique et financière a rarement été plus forte. Voilà une occasion dont il faut tirer parti, mais seulement si notre succès relatif ne nous empêche pas de voir nos propres faiblesses.

Comme l’indique le titre de mon discours, j’ai l’intention de vous parler aujourd’hui de l’érosion de la compétitivité internationale du Canada ces dernières années et de l’incidence que cela a eue sur l’économie canadienne. Puis, je traiterai de l’impératif de compétitivité auquel les entreprises canadiennes doivent adhérer pour que leurs dépenses d’investissement se redressent de façon soutenue et se traduisent par des gains de productivité. Face à la lourdeur des bilans des ménages et au retrait prévu des stimulants budgétaires, l’économie canadienne doit regagner son avantage concurrentiel afin de connaître une expansion durable.

Bien sûr, c’est plus facile à dire qu’à faire. Les décisions d’investir et d’innover comportent nécessairement un risque. Et les risques qui se posent à l’échelle internationale demeurent élevés. Dans ce contexte, il peut être tentant de conclure que la meilleure décision d’affaires consiste à retarder l’investissement jusqu’à ce que les risques s’estompent.

C’est, je crois, une erreur.

Nos concurrents n’ont pas le pied sur le frein : ils passent à la vitesse supérieure. Aussi, bien que l’investissement comporte des risques, si les entreprises canadiennes n’investissent pas, elles seront très probablement condamnées à voir leur compétitivité continuer à s’éroder, et leurs parts de marché diminuer à l’échelle internationale.

Ce n'est pas forcément inévitable. En effet, après avoir enregistré un recul très prononcé pendant la récession et avoir tardé à se redresser, les investissements des entreprises au Canada connaissent finalement une forte remontée. Toutefois, ils se situent encore à 15 % au-dessous du niveau qu'ils avaient atteint avant la récession. Il y a beaucoup de terrain à regagner.

En outre, même si, sur le plan individuel, les entreprises peuvent faire état de nombreux investissements qui ont donné lieu à des gains de productivité tangibles, dans l'ensemble, les gains de productivité découlant des investissements ont été d'une faiblesse alarmante au cours de la dernière décennie. Cette situation doit changer. Il faut investir davantage afin d'accroître notre productivité et d'améliorer notre compétitivité à l'échelle du globe pour que les entreprises canadiennes soient en mesure de saisir les occasions qui se présentent à mesure que la reprise mondiale se poursuit et que les marchés internationaux connaissent une expansion.

Les résultats peu reluisants du Canada au chapitre de la productivité sont une caractéristique tenace de notre paysage économique, qui a fait l'objet de nombreuses études. Et à vrai dire, certaines questions demeurent encore sans réponse. Néanmoins, les travaux de recherche menés de façon concertée depuis une vingtaine d'années permettent de tirer plusieurs conclusions claires quant aux facteurs qui font que certaines entreprises sont plus productives que d'autres. J'y reviendrai.

Mais d'abord, j'aimerais faire le point sur les perspectives des économies mondiale et canadienne et explorer les signes, les causes et les conséquences du déclin de la compétitivité du Canada.

Les perspectives des économies mondiale et canadienne

Il y a deux semaines, la Banque du Canada a publié la mise à jour de ses prévisions économiques.

La bonne nouvelle est que la reprise mondiale a gagné en vigueur. Les marchés internationaux sont en expansion et les prix des produits de base que nous exportons ont augmenté.

La demande intérieure privée aux États-Unis s'est raffermie et sera renforcée par les mesures de relance monétaire et budgétaire annoncées récemment. En Europe, la croissance a également été un peu plus forte qu'escompté, même si les défis actuels liés à la situation financière des pays souverains et des banques ralentiront la reprise sur ce continent. La poursuite d'une expansion vigoureuse dans les marchés émergents soutient les prix des produits de base, qui ont enregistré une progression marquée depuis l'automne dernier ([graphiques 1 et 2](#)). Dans certains pays émergents, la surchauffe de l'économie a amené les autorités à commencer à mettre en place des politiques plus restrictives dans le but de contenir des pressions inflationnistes à la hausse.

Au Canada, la reprise se déroule essentiellement comme prévu et est caractérisée par une période de croissance plus modeste, après la vive remontée enregistrée à la fin de 2009 et au début de 2010 ([Graphique 3](#)). On entrevoit qu'à l'avenir la demande intérieure dépendra moins des dépenses des gouvernements et des ménages et plus des investissements et des exportations nettes ([Tableau 1](#)). Ce déplacement de la demande est indispensable à une croissance durable.

En 2009 et 2010, la contribution des dépenses gouvernementales à la croissance a été chaque année d'au moins un point de pourcentage, ce qui a atténué la récession et stimulé la reprise. Toutefois, vu la suppression des stimulants budgétaires par les gouvernements qui cherchent à rétablir l'équilibre des finances publiques, on s'attend à ce que cette contribution devienne négative.

Les dépenses des ménages, soutenues par des mesures exceptionnelles de relance monétaire et budgétaire, ont été la plus importante source de croissance depuis le début de la reprise au troisième trimestre de 2009. Elles ont affiché un taux d'augmentation annuel moyen de 4,3 %. Comme le revenu disponible a progressé de 2,3 % au cours de la même période, le ratio de la dette au revenu disponible des ménages a grimpé pour atteindre un sommet sans précédent de 148 %, dépassant le ratio comparable observé aux États-Unis ([Graphique 4](#)).

La progression des dépenses des ménages canadiens devrait ralentir parallèlement à celle des revenus, du fait que les bilans des ménages s'alourdissent de plus en plus et qu'il y a peu de chances que la consommation soit stimulée par de nouveaux gains au chapitre des prix des maisons. Toutefois, même compte tenu de ce ralentissement, on prévoit que le taux d'épargne continuera d'avoiser des creux historiques, et la dette des ménages, des sommets inégalés, et que la part des dépenses des ménages dans l'économie sera largement supérieure à sa moyenne passée ([graphiques 5 et 6](#)). Des consommateurs prudents ne devraient pas en faire plus et pourraient très bien décider d'en faire moins.

Ce sera donc aux investissements des entreprises et aux exportations nettes de prendre la relève.

Du côté des investissements, les perspectives sont très favorables en raison des conditions propices au sein de l'économie et des impératifs commerciaux. Les firmes canadiennes sont dans une situation financière solide, leurs coûts d'emprunt sont exceptionnellement bas et leur accès au financement a continué de s'améliorer. De plus, notre monnaie a pris de la valeur, ce qui rend les importations de machines et de matériel moins coûteuses en dollars canadiens. En outre, comme les investissements ont connu un recul exceptionnel pendant la récession – près de 25 % – et que la reprise s'est fait attendre, les entreprises possèdent quantité d'actifs qui se sont dépréciés et qu'elles devront remplacer. Cela est d'autant plus vrai qu'elles doivent absolument améliorer leur productivité face à des pressions accrues pour devenir plus concurrentielles.

D'après les sondages effectués pour connaître leurs intentions, par exemple l'enquête de la Banque du Canada sur les perspectives des entreprises ou celle du Conference Board, les entreprises comptent beaucoup investir au cours des douze prochains mois pour diverses raisons, mais de plus en plus pour saisir de nouveaux débouchés et accroître leur productivité ([Graphique 7](#)). À la lumière de tous ces facteurs, la Banque anticipe que les investissements des firmes connaîtront une hausse durable et très forte, le taux d'augmentation se chiffrant à plus de 9 % cette année et l'année prochaine ([Graphique 8](#)).

Qu'en est-il des exportations nettes? Les États-Unis, notre principal partenaire commercial, ont connu leur pire récession depuis la Grande Dépression. Nos exportations ont ainsi été particulièrement touchées : elles ont en effet chuté de plus de 16 % ([Graphique 9](#)). En raison de la lenteur de la reprise américaine en 2010, de la montée du dollar canadien et de la vigueur relative de la demande intérieure soutenant les

importations, la balance courante du Canada est devenue nettement déficitaire et a ainsi amputé la croissance de 2,3 points de pourcentage l'année dernière.

La Banque prévoit une amélioration des exportations nettes au cours des deux prochaines années, du fait que la demande extérieure continuera de se rétablir et que la demande intérieure progressera à une cadence moins rapide que par le passé. Néanmoins, il est probable que le Canada profitera moins de la hausse de la demande mondiale que lors des reprises précédentes en raison de ses problèmes de compétitivité. Étant donné la reprise marquée que devraient connaître les investissements, la Banque suppose, dans sa projection, que la croissance tendancielle de la productivité du travail passera de 0,6 % en 2010 à 1,1 % en 2012. Dans le meilleur des cas, cela mettra fin au déclin de notre productivité relative. Mais pour regagner le terrain perdu, les entreprises canadiennes devront afficher des résultats hors pair.

L'un des principaux risques pesant sur les perspectives est que même cette modeste amélioration présumée de la productivité ne se concrétise pas. Et si, en plus, le cours du dollar canadien demeurait élevé, le redressement des exportations nettes en serait compromis. En outre, de nouvelles tensions sur les marchés des changes pourraient exercer des pressions additionnelles à la hausse sur les monnaies dont le cours flotte librement.

La dégradation de la compétitivité au Canada

La balance courante du Canada s'est fortement dégradée ces dernières années. Elle accusait un déficit équivalant à 4,3 % du PIB au troisième trimestre de 2010, du jamais vu en 20 ans ([Graphique 10](#)). Cette détérioration marquée reflète une contraction importante de la balance commerciale canadienne liée autant à la vigueur des importations qu'à la faiblesse des exportations. Ce changement est probablement en partie de nature cyclique et lié au fait que la demande intérieure a été beaucoup plus vigoureuse au Canada qu'aux États-Unis au cours des dernières années. Cette explication laisse entrevoir un certain redressement cyclique de la balance commerciale à mesure que les dépenses des ménages ralentiront au Canada et se raffermiront aux États-Unis.

Il semble toutefois qu'une autre explication plus structurelle et plus préoccupante doive être prise en compte : la pénétration accrue des importations au Canada et la perte de la part de marché des exportateurs canadiens à l'étranger. Ceux-ci ont perdu une part considérable dans leur plus important marché. Entre 2000 et 2010, la part des importations américaines en provenance de la Chine est passée de 8 à 19 %, et ce pays a ainsi remplacé le Canada au premier rang des exportateurs vers les États-Unis ([Graphique 11](#)). Pendant la même période, le Canada a vu sa part reculer de 20 à 14 %. Les deux tiers environ de cette diminution ont eu lieu depuis 2005. De plus, bien que l'élargissement marqué de la part de la Chine ait aussi eu des répercussions sur d'autres pays, certains – en particulier le Mexique – ont relativement mieux tiré leur épingle du jeu que le Canada.

Au cours de la même période, la compétitivité canadienne s'est érodée à la suite d'une hausse prononcée du coût de la main-d'œuvre par unité produite au Canada en comparaison des autres pays (après correction des variations de change). Selon l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), le taux de change réel du dollar canadien calculé sur la base des coûts unitaires de main-d'œuvre s'est apprécié de 17 % environ depuis le début de 2005. La mesure bilatérale fondée sur

les chiffres canadiens et américains indique une progression de 31 % des coûts unitaires relatifs de la main-d'œuvre canadienne durant la même période.

Les coûts unitaires de main-d'œuvre relatifs peuvent être décomposés en trois éléments : le taux de change nominal, la rémunération horaire relative et la productivité relative ([Graphique 12](#)). L'appréciation du dollar canadien depuis le début de 2005 est responsable des deux tiers environ de la montée au Canada des coûts unitaires de main-d'œuvre par rapport aux États-Unis. Les salaires ayant progressé à un rythme assez similaire dans les deux pays pendant cette période, le retard du Canada en matière de productivité explique le reste de la baisse de compétitivité mesurée par cet indicateur : la productivité du travail a en effet crû au Canada à un taux annuel moyen d'à peine 0,5 % depuis le premier trimestre de 2005, alors que ce rythme a été de 2,1 % aux États-Unis.

Après une longue période de faible productivité amorcée dans les années 1970, la croissance de la productivité au Canada s'est accélérée durant la deuxième moitié des années 1990, suivant le rythme d'un redressement à peu près identique de celle des États-Unis ([Graphique 13](#)). Mais depuis 2001, la croissance de la productivité au Canada est tombée à des niveaux historiquement bas. Elle stagne bien en deçà des taux observés aux États-Unis, et se situe à la limite inférieure par rapport à celle de nos concurrents sur le marché américain. On le constate dans le classement international du Canada pour toute une gamme d'indicateurs de compétitivité. Par exemple, même si le Forum économique mondial a qualifié le système bancaire canadien de plus sûr de la planète trois années de suite, il a ramené la compétitivité de notre pays de la septième position en 2000 à la dixième en 2010.

Mais assez parlé d'indicateurs. Que devons-nous faire pour restaurer la faible compétitivité du Canada ?

Restaurer la compétitivité

Le secteur public joue un rôle déterminant dans la création des conditions propices à la croissance de la productivité, et il importe de souligner que les gouvernements qui se sont succédé au Canada ont pris bon nombre des mesures qu'il convenait de prendre. Les entreprises canadiennes bénéficient d'un cadre de politique solide, notamment d'un taux d'inflation bas et stable, d'une politique budgétaire viable et d'institutions financières bien réglementées. Toute une série d'importants accords commerciaux a permis d'améliorer l'accès aux marchés clés, et les baisses de tarifs ont eu pour effet de diminuer le coût des intrants intermédiaires. En outre, certaines mesures ont nettement amélioré la compétitivité fiscale du Canada du point de vue des nouveaux investissements. Elles ont fait de notre régime fiscal l'un des plus attrayants du monde industrialisé.

Mais même si le secteur public peut semer les graines de la productivité, c'est au secteur privé d'en récolter les fruits. Et il est temps pour les entreprises de prendre le relais et d'agir. Elles doivent investir, innover, développer de nouveaux marchés et trouver des moyens plus efficents d'organiser et d'assurer la production.

Il va sans dire qu'il existe de nombreuses stratégies d'affaires différentes pour réussir. Toutefois, les résultats de travaux de recherche menés au cours des 20 dernières années laissent de plus en plus entrevoir un certain nombre d'orientations précises pour les entreprises en quête d'une meilleure productivité. En particulier, bien que certains aspects de la productivité demeurent incompris, il ressort plus clairement que les entreprises plus productives ont tendance :

- à investir davantage dans les machines et le matériel, en particulier dans les technologies de l'information et de la communication (TIC),
- à investir davantage dans la recherche-développement et l'innovation,
- à embaucher des travailleurs plus scolarisés,
- à être présentes sur les marchés étrangers.

Si on considère les résultats des entreprises canadiennes au regard de ces différents facteurs, on constate qu'elles ont encore du chemin à parcourir.

En moyenne, les entreprises canadiennes investissent moins dans les machines et le matériel et dans les TIC que les firmes américaines. Entre 1987 et 2009, les investissements du Canada, par travailleur, dans les machines et le matériel et dans les TIC représentaient en moyenne 77 % et 59 %, respectivement, de ceux consentis par les États-Unis. En 2009, les travailleurs canadiens disposaient en moyenne de seulement la moitié environ du capital en machines et matériel et en TIC dont bénéficiaient leurs homologues américains.

Le Canada possède une main-d'œuvre instruite qui se compare avantageusement sur le plan de l'éducation primaire et postsecondaire, mais les entreprises canadiennes accusent un retard dans le nombre de titulaires de doctorat et d'autres diplômes de deuxième et troisième cycles, surtout dans les sciences, le génie et les affaires, qu'elles emploient. Pour remédier à la situation, il faut tenir compte d'éléments tant du côté de l'offre que de celui de la demande, mais le monde des affaires a un rôle majeur à jouer en accordant une importance accrue à l'enseignement supérieur.

Au chapitre des dépenses des entreprises en recherche-développement, le Canada déçoit et ne se classe qu'au dix-septième rang parmi les pays de l'OCDE. Et en ce qui a trait à l'innovation, le Forum économique mondial place notre pays en dix-neuvième position, très loin derrière les États-Unis, l'Allemagne et le Japon. Il faut reconnaître que ces chiffres exagèrent peut-être l'écart en fait de recherche-développement, puisque les entreprises canadiennes importent aussi une part appréciable de recherche-développement de pays étrangers, et que selon d'autres indicateurs, cet écart semble moins grand. Par exemple, le Forum économique mondial classe le Canada au septième rang pour la collaboration entre le milieu universitaire et l'industrie en matière de recherche-développement. Notre plus important partenaire commercial occupe la première place.

Sur le plan de l'ouverture et de la concurrence, le Canada est une nation commerçante et a bien de la chance d'être le voisin immédiat du plus grand marché du monde. Mais à mesure que la croissance se déplace vers les marchés émergents, il deviendra essentiel de trouver de nouveaux marchés en Asie et en Amérique latine. Les économies émergentes comptent maintenant pour la moitié de l'expansion de l'ensemble des importations et pour les deux tiers environ de la croissance économique mondiale.

Permettez-moi de conclure.

Conclusion

Les résultats peu reluisants du Canada en matière de productivité n'ont rien de nouveau. Et certains faits sont inévitables. Notre main-d'œuvre vieillit et la croissance de notre population active recule. Compte tenu de la mondialisation des marchés, nous sommes en concurrence avec davantage de pays. En outre, comme les économies émergentes progressent sur la chaîne de valeur, nous sommes confrontés à une concurrence directe

plus importante. Face à ces forces, nous devons absolument renforcer la croissance de notre productivité.

Cependant, la tenue du Canada au chapitre de la productivité a été particulièrement médiocre ces dernières années. Et maintenant, la reprise risque d'être freinée si des problèmes de compétitivité limitent la progression des exportations nettes. À mesure que les ménages aux prises avec de lourds bilans réduisent leurs dépenses et que les gouvernements mettent fin à leurs stimulants budgétaires, les investissements des entreprises et les exportations nettes doivent apporter une contribution plus grande à la croissance. S'il nous fallait une autre raison plus concrète d'investir dans les gains de productivité et d'améliorer notre compétitivité, la voilà.

À la Banque du Canada, nous n'établissons pas de prévision pour le cours du dollar canadien mais il nous semble risqué de tabler sur un dollar beaucoup plus faible pour que les entreprises redeviennent compétitives. Une monnaie faible n'est pas une stratégie d'affaires. Les entreprises doivent investir et faire en sorte que ces investissements se traduisent par une baisse des coûts unitaires de main-d'œuvre et une amélioration de la compétitivité. Au moins, la première partie – l'accroissement des investissements – est en cours. Les chiffres de la productivité les plus récents laissent entrevoir que nous pourrions commencer à enregistrer des progrès sur le plan de la compétitivité.

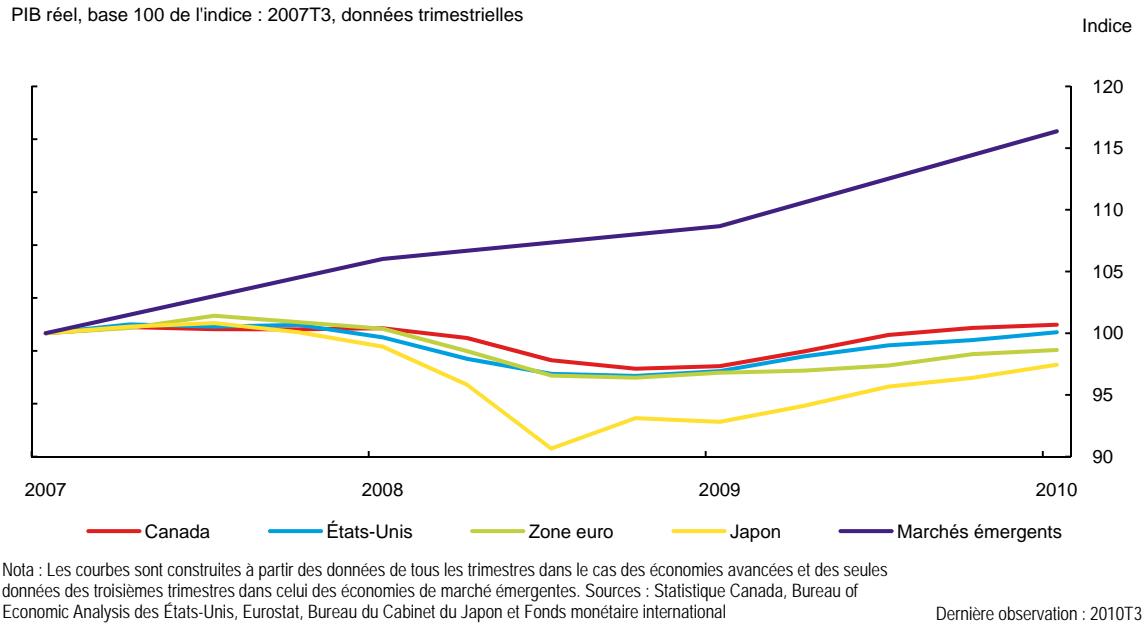
Les entreprises canadiennes peuvent subir les changements, les provoquer ou les examiner après coup. Soyons de ceux qui provoquent le changement.

Je vous remercie de votre attention.

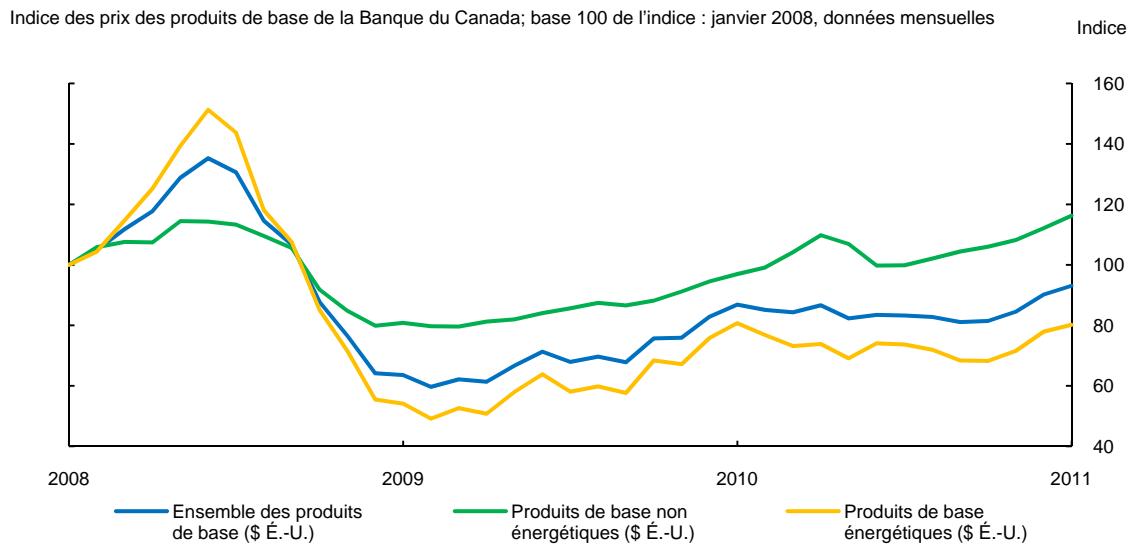
Annexe

L'impératif de compétitivité du Canada : investir dans les gains de productivité

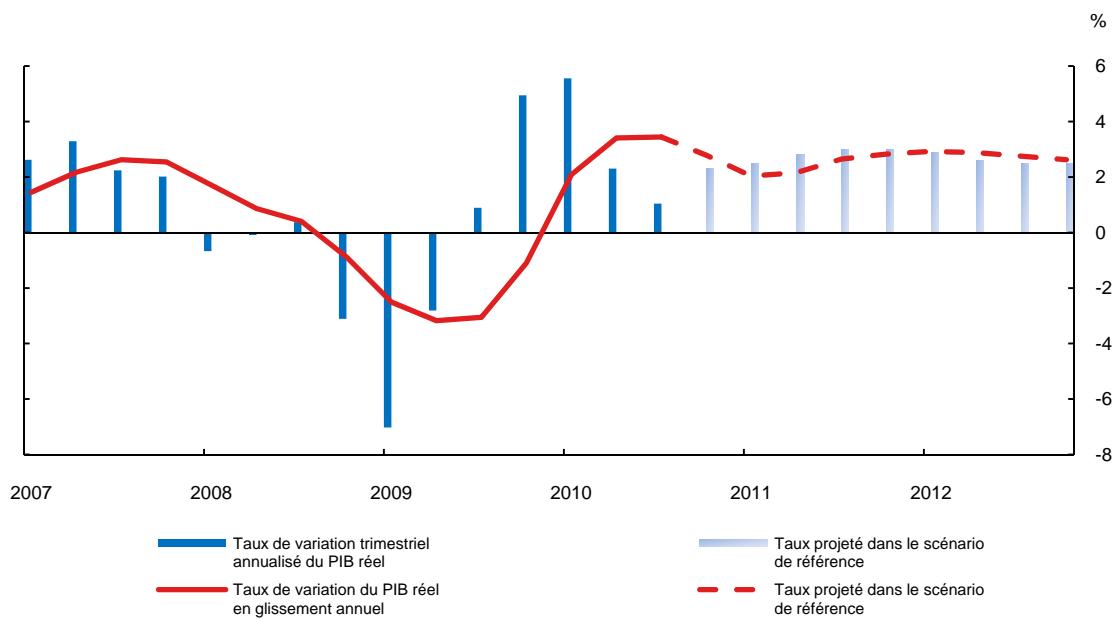
Graphique 1 : Les économies émergentes sont le moteur de la croissance mondiale



Graphique 2 : Les cours mondiaux des produits de base ont augmenté

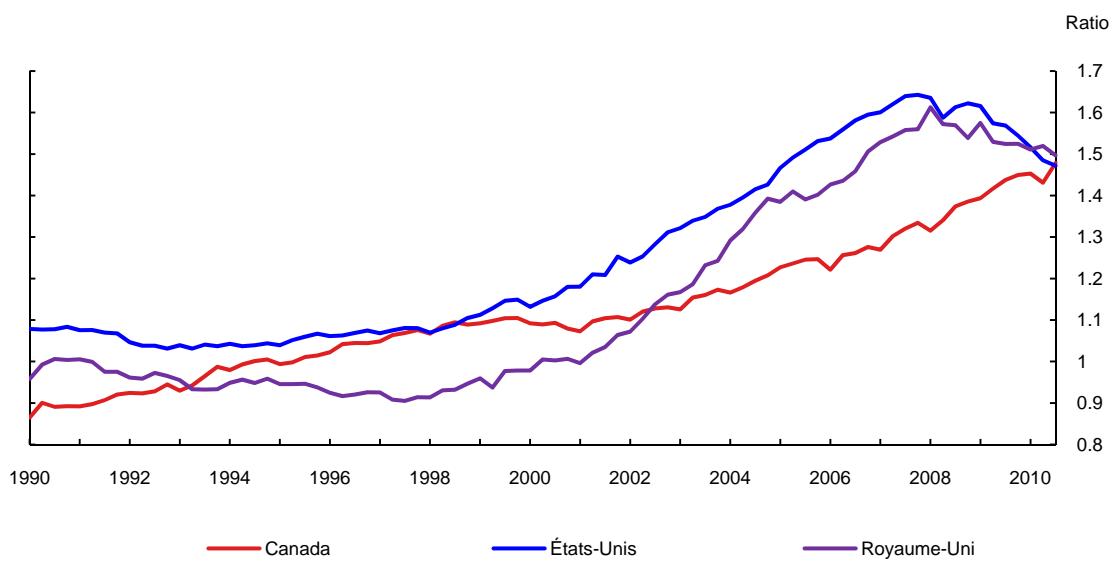


Graphique 3 : La croissance du PIB réel au Canada



Sources : Statistique Canada et projections de la Banque du Canada

Graphique 4 : Le ratio de la dette au revenu des ménages canadiens est en hausse



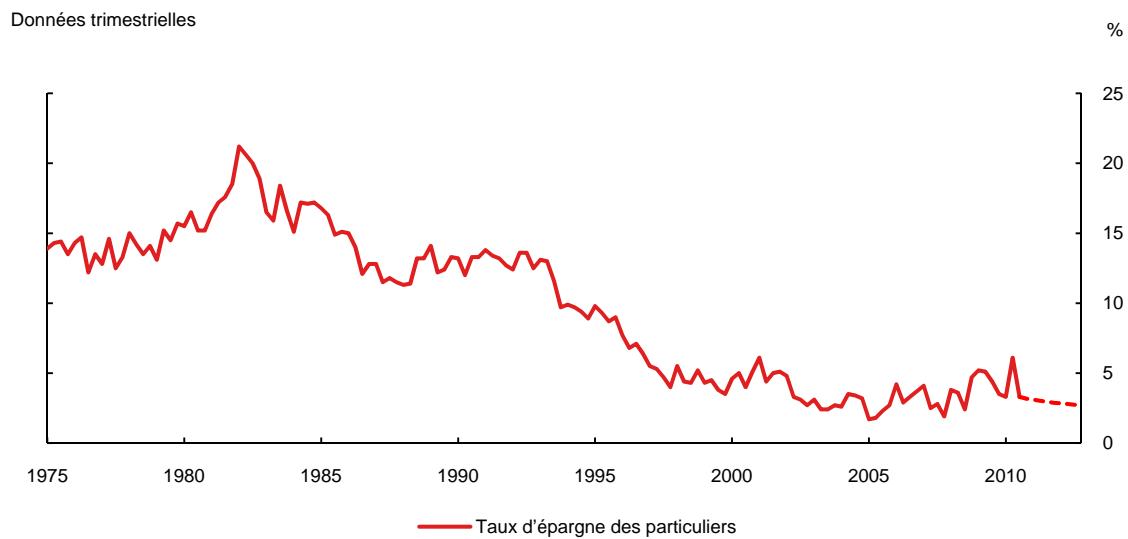
Sources : Statistique Canada, Réserve fédérale des États-Unis et Office for National Statistics (Royaume-Uni)

Dernière observation : 2010T3

Tableau 1 : Contribution à la croissance annuelle moyenne du PIB réel
(en points de pourcentage)

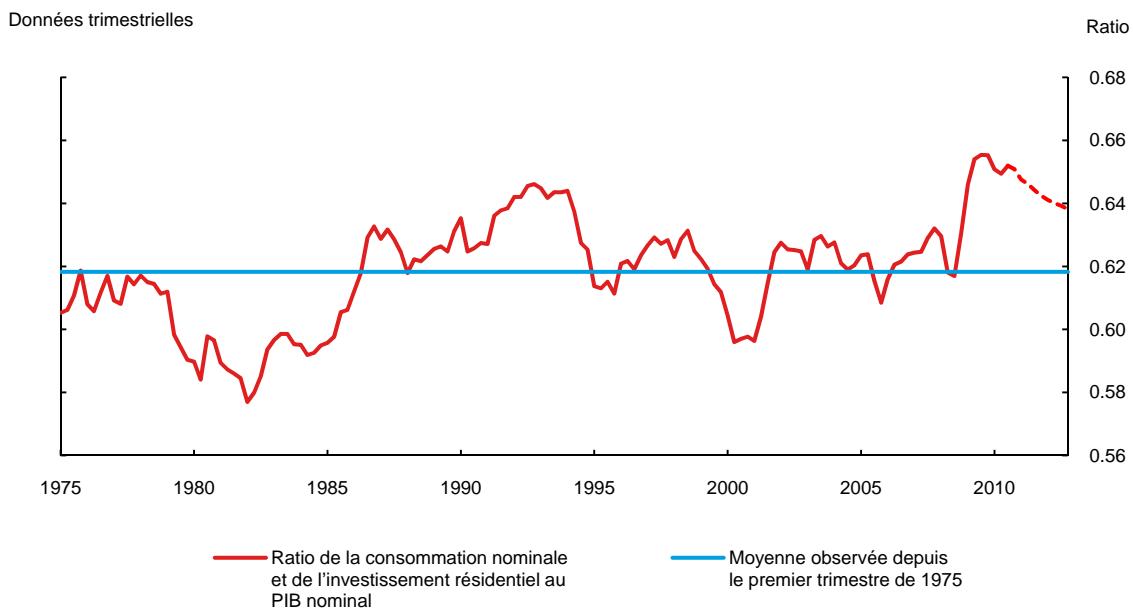
	2009	2010	2011	2012
Consommation	0,2	1,9	1,4	1,2
Logement	-0,6	0,7	-0,1	0,0
Administrations publiques	1,2	1,0	0,0	-0,5
Investissements fixes des entreprises	-2,6	0,6	1,1	1,2
<i>Total partiel : demande intérieure finale</i>	-1,8	4,2	2,4	1,9
Exportations	-4,7	1,9	1,8	1,9
Importations	4,9	-4,2	-1,7	-1,2
<i>Total partiel : exportations nettes</i>	0,2	-2,3	0,1	0,7
Stocks	-0,9	1,0	-0,1	0,2
PIB	-2,5	2,9	2,4	2,8

Graphique 5 : Le taux d'épargne des particuliers au Canada devrait demeurer près des creux historiques



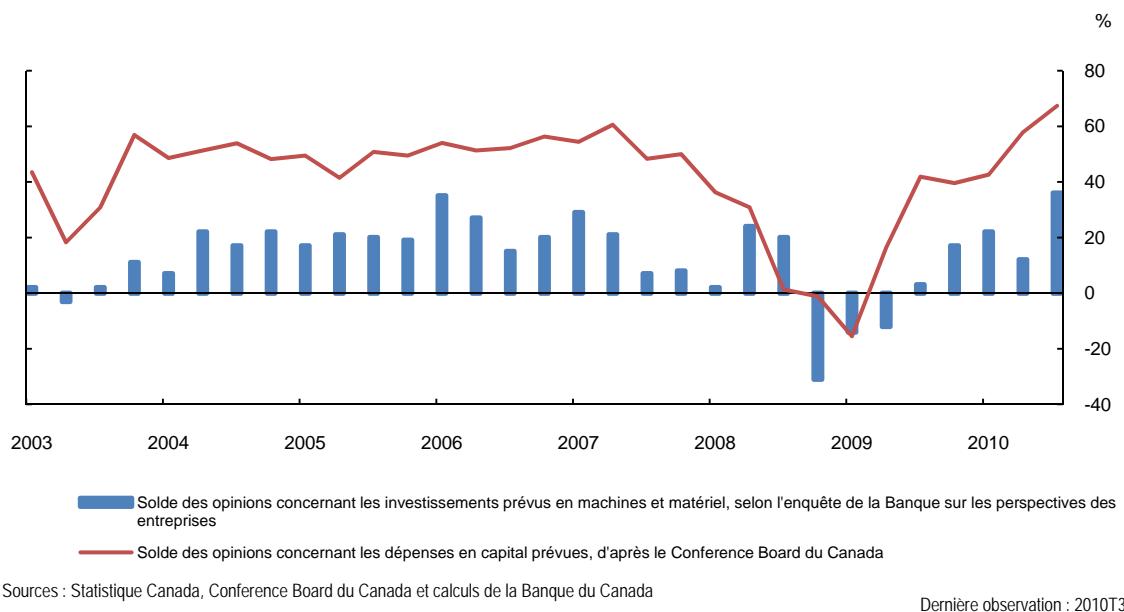
Sources : Statistique Canada et calculs et projections de la Banque du Canada

Graphique 6 : La contribution des dépenses des ménages au PIB devrait reculer mais rester largement au-dessus de sa moyenne historique



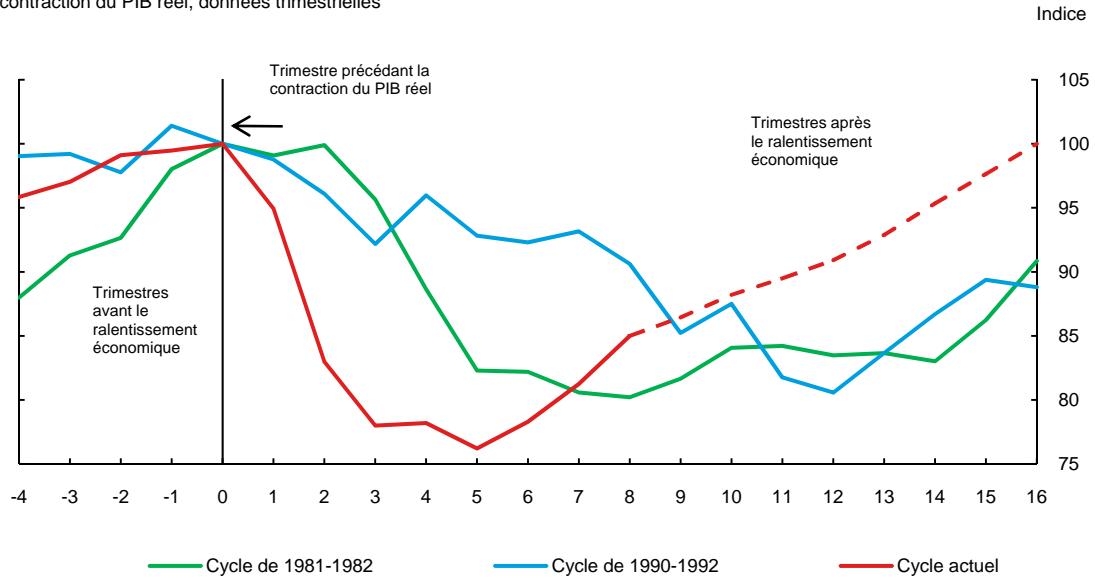
Sources : Statistique Canada et calculs et projections de la Banque du Canada

Graphique 7 : Les entreprises ont l'intention d'investir

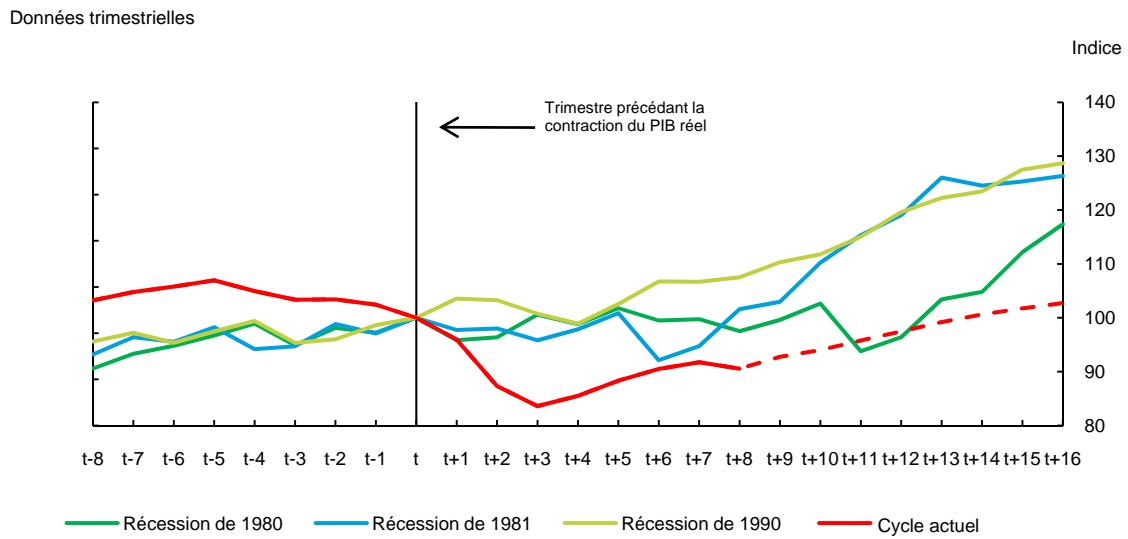


Graphique 8 : Les investissements fixes des entreprises devraient remonter fortement

Évolution comparative des investissements fixes des entreprises canadiennes, en termes réels, sur différents cycles; base 100 de l'indice : trimestre précédent la contraction du PIB réel, données trimestrielles



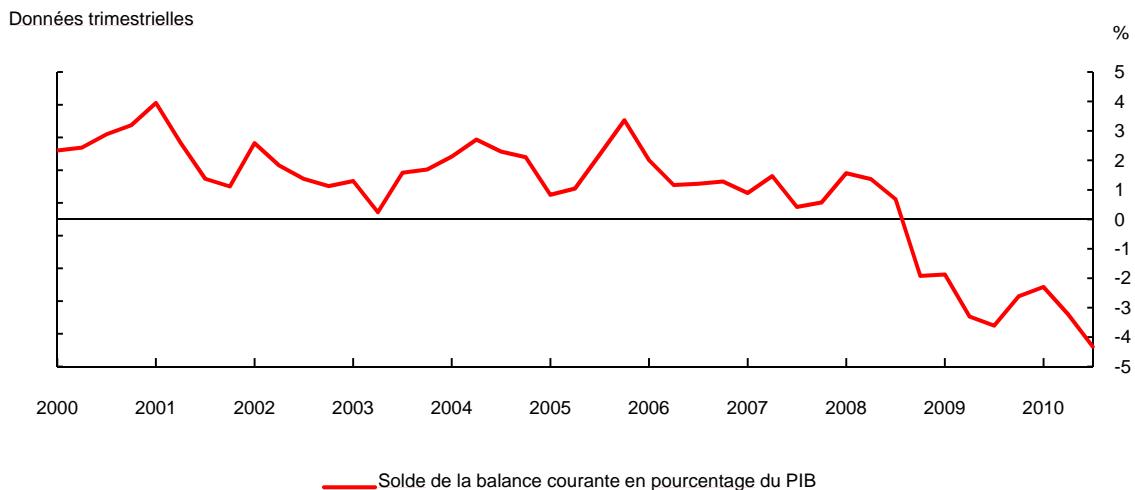
Graphique 9 : Les exportations canadiennes ont connu une baisse marquée pendant la récession



Sources : Statistique Canada et calculs de la Banque du Canada

Dernière observation : 2010T3

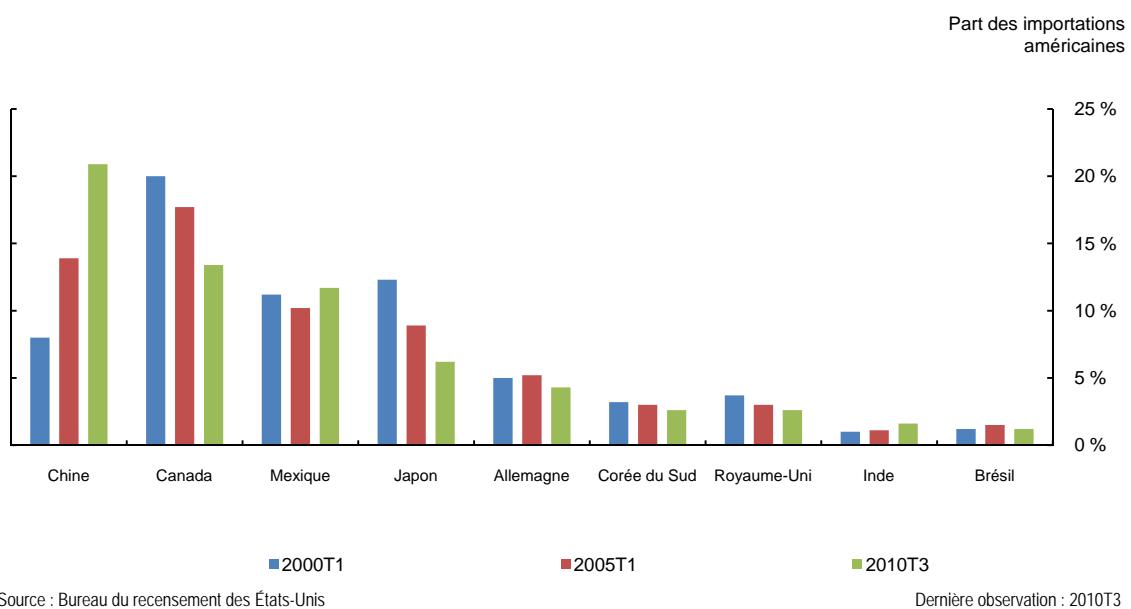
Graphique 10 : La balance courante du Canada s'est fortement dégradée



Sources : Statistique Canada et calculs de la Banque du Canada

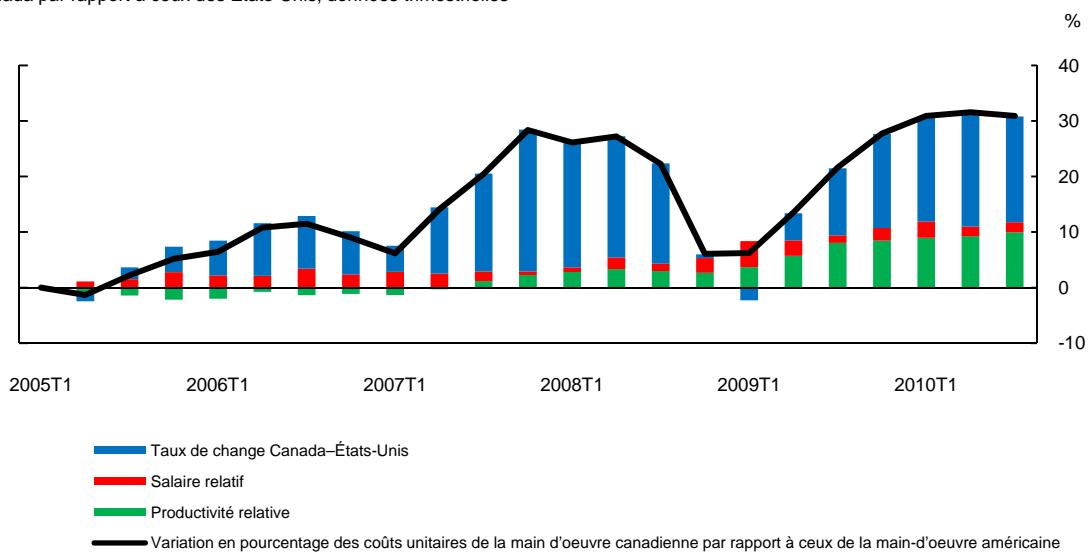
Dernière observation : 2010T3

Graphique 11 : Le Canada voit sa part du marché d'importation américain reculer



Graphique 12 : L'érosion de la compétitivité du Canada reflète la vigueur du dollar canadien et la piètre tenue du pays au chapitre de la productivité

Rôle de divers facteurs dans la variation des coûts unitaires de main-d'œuvre du Canada par rapport à ceux des États-Unis, données trimestrielles



Graphique 13 : La croissance de la productivité du travail au Canada et aux États-Unis

